L'archéologie espagnole entre amateurisme et professionnalisme. Quelques notes sur le projet phalangiste de Julio Martínez Santa-Olalla

Grégory Reimond

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/kentron/1502>

DOI : 10.4000/kentron.1502

ISSN : 2264-1459

Éditeur

Presses universitaires de Caen

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2009

Pagination : 91-124

ISBN : 978-2-84133-343-1

ISSN : 0765-0590

Référence électronique

Grégory Reimond, « L'archéologie espagnole entre amateurisme et professionnalisme. Quelques notes sur le projet phalangiste de Julio Martínez Santa-Olalla », *Kentron* [En ligne], 25 | 2009, mis en ligne le 12 mars 2018, consulté le 20 novembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/kentron/1502> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/kentron.1502>

Kentron is licensed under a Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 3.0 International License.

L'ARCHÉOLOGIE ESPAGNOLE ENTRE AMATEURISME ET PROFESSIONNALISME. QUELQUES NOTES SUR LE PROJET PHALANGISTE DE JULIO MARTÍNEZ SANTA-OLALLA ¹

Il est communément admis que l'archéologie moderne naît au XIX^e siècle : tandis que l'archéologue professionnel succède à l'antiquaire, les universitaires remplacent les érudits solitaires de l'époque moderne, et les cabinets de curiosités laissent place aux départements d'Antiques des grands musées nationaux et provinciaux ². Naturellement, le processus d'institutionnalisation et de professionnalisation de l'archéologie emprunte des chemins variés, propres à chaque pays. Dans le cas espagnol, nous pourrions évoquer la lente émergence d'une archéologie universitaire, plus tardive que dans les autres nations européennes, l'étude de la culture matérielle des sociétés passées étant restée l'apanage des milieux académiques jusqu'au début du XX^e siècle ³.

Assurément, le rôle clé joué par les archéologues amateurs dans le développement des études archéologiques et préhistoriques est l'une des spécificités de l'histoire de l'archéologie espagnole, remplie de ces médecins, avocats, prêtres, aristocrates, etc., qui contribuent avec force à la construction d'une archéologie moderne, depuis les interventions d'Alcubierre à Pompéi jusqu'à Casiano de Prado y Valle, Francisco María Tubino ou le marquis de Cerralbo ⁴. Si ces *aficionados* sont

-
1. L'article que nous proposons est un des résultats de notre mémoire de Master, réalisé sous la direction de Corinne Bonnet, et soutenu à l'université de Toulouse II – Le Mirail le 12 juin 2007 : *L'archéologie espagnole dans ses institutions (1907-1955). Histoire d'une discipline entre tradition, réaction et modernité*. Nous remercions chaleureusement Gloria Mora, Margarita Díaz-Andreu, Pierre Moret et Corinne Bonnet pour leurs commentaires et leur relecture attentive.
 2. Sur ce point, cf. Momigliano 1983 et Schnapp 1993.
 3. Aucune synthèse sur cette question n'est pour l'heure disponible. Nous ne donnons ici que quelques références essentielles : Peiró Martín 2006 et Pellistrandi 2004 pour une présentation complète du contexte historiographique. Sur le rôle des académiciens au sein des études archéologiques au XIX^e siècle, cf. Tortosa & Mora 1996, Almagro Gorbea 2002 et Maier Allende 2004.
 4. Ayarzagüena Sanz & Mora Rodríguez 2004.

partout présents en Europe, l'Espagne leur a laissé une place de choix au sein des institutions archéologiques, à l'échelle tant locale que nationale. Dans un pays où la présence de l'État a longtemps été faible, les amateurs constituaient une pièce maîtresse du dispositif institutionnel organisé depuis Madrid. Loin de les rejeter ou de les mépriser, le milieu académique s'appuyait sur un réseau d'archéologues *aficionados* soigneusement entretenu. La situation espagnole est donc bien différente de celle que l'on observe en France à la même époque, où le conflit entre professionnels et amateurs éclate très tôt⁵.

En effet, la définitive professionnalisation de la pratique archéologique en Espagne est un phénomène récent. La marginalisation des *aficionados*, à partir de 1955, doit être mise en relation avec la réorganisation de la *Comisaría general de excavaciones arqueológicas*, institution franquiste dirigée par le très controversé préhistorien Julio Martínez Santa-Olalla. Devenu maître de la principale institution archéologique des années postérieures à la Guerre civile, Santa-Olalla fait le choix de recruter ses collaborateurs parmi les archéologues amateurs. Cette décision donne rapidement lieu à un conflit ouvert avec les professionnels formés dans les universités espagnoles, les considérations scientifiques voisinant avec les inimitiés personnelles et les enjeux politico-académiques. Ce thème sera notre fil conducteur : bien que les études historiographiques sur l'archéologie d'époque franquiste l'évoquent fréquemment, il n'a jamais été étudié pour lui-même ni synthétisé⁶. C'est donc une histoire de ce conflit que nous présentons aux lecteurs de *Kentron*.

Une archéologie d'*aficionados*

L'histoire de la préhistoire et de l'archéologie espagnoles aux XIX^e et XX^e siècles est avant tout celle du lent processus qui conduit à l'implantation de ces deux branches du savoir dans les sphères officielles, faisant surgir deux disciplines scientifiques autonomes, reposant sur un édifice institutionnel toujours plus complexe et sur une communauté – restreinte – d'archéologues professionnels⁷. Dans les premières décennies du XX^e siècle, après la disparition de l'*Escuela superior de diplomática*⁸ (1900), alors l'unique centre où s'enseignait l'archéologie, cette dernière fait son entrée dans le monde universitaire : à Madrid, une chaire d'archéologie, numismatique et épigraphie est fondée à l'Université centrale pour Juan Catalina García López, ancien professeur à l'École supérieure de diplomatique. En 1916, un enseignement d'histoire universelle ancienne et médiévale fait son apparition à Barcelone.

5. Cf. Hurel 2007.

6. L'étude disponible la plus complète reste celle de Lucas Pellicer 1991.

7. Peiró Martín & Pasamar Alzuria 1989-1990.

8. Peiró Martín & Pasamar Alzuria 1996.

Son premier titulaire, Pere Bosch Gimpera, travaille à la création d'un séminaire de préhistoire (1917). En 1933, le nom de la chaire de Bosch est modifié, reflétant davantage les intérêts de l'archéologue : elle devient chaire de préhistoire et d'histoire ancienne⁹. À Madrid, il faut attendre 1922 pour voir apparaître un enseignement de la préhistoire à l'Université centrale, avec la création, pour Hugo Obermaier, de la chaire d'histoire primitive de l'homme, incorporée à la faculté de philosophie et lettres. Désormais, l'enseignement de la préhistoire sera dispensé dans le cadre des sciences historiques, l'Espagne rompant avec la tradition naturaliste du siècle précédent, qui rattachait plus volontiers la jeune discipline aux sciences naturelles (chaire de géologie occupée par Eduardo Hernández-Pacheco, paléontologie)¹⁰.

Dans le même temps apparaît une législation efficace pour inventorier, protéger, mettre en valeur et étudier le patrimoine historique de la nation : en 1911, la très attendue « Loi sur les fouilles et les antiquités » est promulguée¹¹. Pour la rendre applicable, le gouvernement crée, le 29 mars 1912, la *Junta superior de excavaciones y antigüedades* (JSEA), chargée de « *la defensa de los vestigios artísticos que vinculan el recuerdo de nuestras glorias pasadas, constituyendo un elemento insustituible de la riqueza nacional* »¹². En 1933, la *Junta superior del tesoro artístico* (JSTA) succède à la JSEA, tandis qu'une nouvelle loi sur les fouilles renforce les dispositions prises en 1911¹³.

À cette modernisation universitaire et législative s'ajoute, dans les années 1910, la création d'institutions pionnières destinées à favoriser le développement d'une science moderne, ouverte sur le monde extérieur, visant à mettre en application le programme « régénérationniste » de l'*Institución Libre de Enseñanza* : en 1907, la *Junta para ampliación de estudios e investigaciones científicas* (JAE) est fondée autour de grandes personnalités scientifiques comme Santiago Ramón y Cajal, José Castillejo Duarte ou Ramón Menéndez Pidal¹⁴. Chargée de coordonner l'ensemble des travaux scientifiques, la *Junta* favorise l'émergence d'instituts spécialisés qu'elle contrôle, comme le *Centro de estudios históricos* (1910), qui dispose dès ses débuts d'une section d'histoire de l'art et d'archéologie, dirigée par Elías Tormo et Manuel Gómez-Moreno¹⁵. Enfin, en 1912, la fondation de la *Comisión de investigaciones*

9. Díaz-Andreu 2003. Sur Bosch Gimpera, cf. Gracia Alonso 2003 et Cortadella 2003.

10. Sur l'apport d'Obermaier à l'archéologie espagnole, cf. Moure Romanillo 2006. Sur l'implantation de la préhistoire au sein de l'université, cf. Díaz-Andreu & Cortadella 2006, ainsi que Sánchez Gómez 2001.

11. *Gaceta de Madrid* 1911a et 1911b.

12. *Gaceta de Madrid* 1911a, 711.

13. *Gaceta de Madrid* 1933. Sur une étude de la loi de 1911, cf. Yáñez Vega 1997. Voir également Díaz-Andreu 1997a, 404-407.

14. Sur la JAE, cf. Sánchez Ron 1988 et Puig-Samper 2007.

15. Sur le Centre d'études historiques, cf. López Sánchez 2006.

paleontológicas y prehistóricas consacre la reconnaissance officielle des études pré- et protohistoriques en Espagne¹⁶.

L'ensemble de ces dispositions contribuent à faire émerger une communauté d'archéologues professionnels, avec ses règles, ses procédures de reconnaissance, son *cursus honorum*. L'amateurisme est ainsi rejeté avec force. L'article 23 du Règlement pour l'application de la loi de 1911 affirme ainsi que

*las concesiones de autorización a particular y corporaciones, para hacer excavaciones en terrenos públicos o particulares, podrán anularse por causas graves de Real orden, de acuerdo con lo que proponga el Tribunal establecido por la Ley, y ordenado por el presente Reglamento. Se entenderá como una de las causas graves el hecho de que los trabajos no se practiquen del modo científico adecuado*¹⁷.

Malgré tout, les amateurs ne désertent pas pour autant les chantiers archéologiques. Leur présence reste importante, même s'ils ne disposent pas toujours de la formation technique et méthodologique requise pour mener à bien un travail scientifique sur le terrain.

D'un point de vue sociologique, quel contenu donner à ce terme d'« amateur » (*aficionados*) ? C'est avant tout un notable local (médecin, avocat, aristocrate, prêtre, fonctionnaire, juriste, etc.), un érudit (parfois un scientifique, mais sans formation historique ou archéologique – un géologue par exemple), suffisamment riche (exerçant une profession libérale, rentier, commerçant, etc.) pour réunir les ressources financières nécessaires lui permettant de se consacrer à la recherche des restes matériels du passé, de les étudier et, parfois, de publier les résultats de ses travaux. Ce n'est pas nécessairement un grand bourgeois : il semble plus pertinent de définir l'*aficionado* comme un membre de ces élites urbaines intégrées aux cercles intellectuels et politiques. Il est ainsi un héritier direct de ces notables qui, tout au long du XIX^e siècle, ont participé au processus de nationalisation de la culture, à la construction d'un édifice culturel tournant autour du passé espagnol¹⁸. Quoi qu'il en soit, la recherche archéologique est pour lui un passe-temps l'amenant à explorer le passé local et à illustrer l'*historia patria*. S'il n'appartient pas au monde universitaire ni aux grandes institutions académiques nationales, il peut cependant être membre de plusieurs institutions locales, qui jouent le rôle de relais des institutions madrilènes dans les provinces (*Comisión de monumentos*, correspondant de la *Real academia de la historia*, etc.). Si, au XIX^e siècle, le rôle tenu par le monde académique dans les travaux archéologiques pouvait permettre aux plus brillants

16. Cf. Rasilla Vives 1997.

17. *Gaceta de Madrid* 1912, 672.

18. Álvarez Junco 2005, 271-279.

d'accéder au cercle restreint des académiciens madrilènes, leur effacement devant le monde universitaire rend désormais difficile la professionnalisation de ces amateurs. Mais, comme nous l'avons dit, cela ne signifie pas qu'ils soient absents des chantiers de fouilles.

Les chiffres donnés par Margarita Díaz-Andreu¹⁹ confirment qu'entre 1912 et 1939, les permis de fouille sont donnés majoritairement à des *aficionados* : ils assurent la responsabilité de 61,1 % des fouilles réalisées sous le contrôle de la JSEA et de la JSTA. Alberto del Castillo (1899-1976), titulaire d'une chaire d'histoire ancienne à Barcelone, nous a d'ailleurs laissé un témoignage qui corrobore ces chiffres :

*las excavaciones las realizaban aficionados sin preparación de ningún género, aunque llenos de entusiasmo y buena voluntad. Había empezado la era de los "sabios locales" y del diletantismo. No faltaban en algunos pueblos un cura, un farmacéutico o un médico que se dedicaban a excavar y a estudiar, todo ello a su manera*²⁰.

Telle est la situation en 1936, lorsqu'éclate la Guerre civile (1936-1939).

L'archéologie dans la Guerre civile

Dans l'historiographie espagnole, l'instauration du régime franquiste suppose la rupture avec la tradition libérale qui était parvenue à s'imposer dans la péninsule entre la fin du XIX^e siècle et les premières décennies du XX^e²¹. Le monde fermé des archéologues n'échappe pas à la règle, même si leur discipline n'a jamais constitué une priorité dans la politique culturelle du régime, à la différence de l'Allemagne nazie ou de l'Italie mussolinienne²². Si la théorie et la méthodologie n'en sont guère affectées (l'historicisme culturel, la théorie des cercles culturels et le diffusionnisme, introduits par Obermaier et Bosch Gimpera, restent les concepts théoriques fondamentaux sur lesquels reposent les travaux des archéologues), en revanche, les institutions dans lesquelles se développent la recherche, l'enseignement et la gestion du patrimoine archéologique, connaissent une profonde restructuration²³. La renaissance promue par le régime franquiste, authentique « *cruzada científica* », selon les propres mots de José Ibáñez Martín²⁴, alors ministre de l'Éducation nationale et président du flambant neuf (et très orthodoxe) *Consejo superior de investigaciones científicas* (CSIC), s'accompagne d'un important, et souvent douloureux, renouvellement

19. Díaz-Andreu 1997a, 408.

20. Del Castillo 1955, 617. Également cité dans Díaz-Andreu 1997a, 409.

21. Sur cette question, cf. Pasamar Alzuria 1991 et Ribagorda Esteban 2001.

22. Díaz-Andreu 2003.

23. Cf. Mora 2003, Díaz-Andreu 1997b et Wulff Alonso 2003, 225-253.

24. Ibáñez Martín 1942, 34.

du personnel scientifique : ceux qui ne prennent pas le chemin de l'exil doivent affronter un violent processus de *depuración* de l'université : à Madrid, 28,57 % des professeurs de la faculté de philosophie et lettres de l'Université centrale sont sanctionnés²⁵. Dans ce contexte, les scientifiques acquis à la cause du *Nuevo Régimen* peuvent s'approprier les postes devenus vacants. Parmi d'autres, citons l'exemple de Martín Almagro Basch, successeur de Bosch Gimpera à Barcelone²⁶, ou celui de Julio Martínez Santa-Olalla, qui parvient à s'imposer comme le leader de la gestion du patrimoine archéologique.

La rupture que provoque l'instauration du régime franquiste affecte, dès les années de Guerre civile, la législation et les institutions propres à l'archéologie. La réorganisation des services de gestion du patrimoine est précoce puisqu'elle survient dès le 22 avril 1938, avec la création du *Servicio de defensa del patrimonio artístico nacional*²⁷. Santa-Olalla est alors sous-secrétaire du ministère de l'Éducation nationale. De ce poste, il déploie une intense activité pour promouvoir à sa manière, c'est-à-dire individuellement et en s'adressant directement aux différentes instances politiques, la création d'une grande institution qui se consacrerait aux études archéologiques. Pour cela, il rédige, en 1938, un mémorandum dans lequel il propose la fondation d'un *Instituto nacional e imperial de arqueología*, inspiré du modèle allemand du *Deutsches Archäologisches Institut*, qu'il admire tant²⁸. Cependant, le projet pensé par Santa-Olalla ne verra jamais le jour, en raison de la situation économique du pays, épuisé par trois années de conflit fratricide, qui ne permet pas la mise en marche d'un organisme aussi ambitieux que coûteux. Néanmoins, les idées contenues dans le mémorandum vont connaître une certaine postérité puisqu'elles débouchent, en mars 1939, sur la création de la *Comisaría general de excavaciones arqueológicas* (CGEA). Jusqu'en 1955, la gestion du patrimoine archéologique et artistique reposera sur cet organisme. L'étude de sa structure et de son fonctionnement institutionnel révèle une très forte politisation de l'institution : elle est un pur produit de la conception phalangiste – fasciste – de ce que doit être la culture. Un trait qui lui sera fatal, lorsque le régime décidera de se débarrasser de son image « *fascistizante* ».

La CGEA est créée le 9 mars 1939 par un ordre du ministère de l'Éducation nationale, alors entre les mains de Pedro Sainz Rodríguez. Sa principale fonction est exposée dans le préambule du texte :

25. Otero Carvajal 2006, 80.

26. Gracia Alonso 2001 et 2002-2003. Voir également Almagro Basch 1939.

27. Díaz-Andreu & Ramírez Sánchez 2001, 326-328.

28. Ce document, conservé aux archives du Musée San Isidro de Madrid, a été en partie publié et étudié par Quero Castro 2002, 169-175.

*la necesidad de atender a la vigilancia de las excavaciones arqueológicas que desde su iniciación de 1905 han permitido reconstruir sobre base firme el pasado remoto de España y acrecentando nuestro patrimonio arqueológico con maravillosas o heroicas ruinas como las de Mérida, Itálica, Numancia, Azaila, etc., y la conveniencia de lograr el máximo provecho científico de los frecuentes hallazgos de restos antiguos que en obras de trincheras, caminos y fortificaciones se han producido con motivo de la guerra actual, aconsejan la creación de una Comisaría General de Excavaciones a cuyo cargo quede el cuidado administrativo, la vigilancia técnica y la elaboración científica de tales problemas*²⁹.

Le 21 mars, Julio Martínez Santa-Olalla est nommé commissaire général ; parmi ses compétences, se trouve celle de désigner ses « lieutenants » dans les provinces afin de permettre à la CGEA de remplir le rôle que lui confie le Ministère (désormais contrôlé par José Ibáñez Martín) et la Direction générale des beaux-arts (dirigée par le marquis de Lozoya, alors directeur de l'*Instituto Diego Velázquez de arte y arqueología* du CSIC). L'ordre du 30 avril 1941 précise que le directeur général, supérieur immédiat du commissaire général, pourra nommer les commissaires provinciaux, insulaires et locaux, dont la charge ne sera pas rémunérée. La terminologie utilisée répond à la volonté de quadriller le territoire national en organisant une institution très centralisée et hiérarchisée, selon le modèle du *Nuevo Estado* fondé par le *Caudillo* : le commissaire provincial voit son autorité s'étendre à l'ensemble d'une province. Un ou plusieurs commissaires locaux sont placés sous ses ordres ; les compétences de ces derniers ne vont généralement pas au-delà d'une ou plusieurs communes. Quant à la charge de commissaire insulaire, comme son nom l'indique, elle ne concerne que les archipels, et son action se limite à une île. Ainsi, en janvier 1940, Sebastián Jiménez Sánchez est désigné commissaire insulaire de Las Palmas de Gran Canaria. Un mois plus tard, il devient commissaire provincial de Las Palmas, promotion qui lui permet d'étendre ses recherches sur l'ensemble des îles orientales de l'archipel (Gran Canaria, Fuerteventura, Lanzarote). Il s'entoure alors de plusieurs collaborateurs : entre 1943 et 1954, Pedro Hernández Benítez est commissaire local de Telde, tandis que Victorio Rodríguez Cabrera est officiellement nommé assistant du commissaire provincial en avril 1946³⁰.

Malgré l'omniprésence des non-professionnels, les grands noms de l'archéologie universitaire intègrent l'institution, comme Martín Almagro Basch (Barcelone), Isidro Ballester Tormo (Valence), Augusto Fernández de Avilés (Murcia), Cayetano de Mergelina y Luna (Valladolid), Luis Pericot García (Girone), etc., et ce, même si

29. *Boletín Oficial del Estado* 1939, 1476.

30. Ramírez Sánchez 2000, 2002 et 2004.

Santa-Olalla maintient des relations conflictuelles avec ses collègues³¹. Ainsi, en 1946, le commissaire général nomme Epifanio de Fortuny, baron d'Esponellà, commissaire provincial de Barcelone, en remplacement de Martín Almagro, pourtant titulaire de la chaire d'archéologie de la cité catalane. Santa-Olalla justifie cette mesure dans un document conservé aux Archives générales de l'administration : « *jamás tomó posesión ni ejerció ninguna de las prerrogativas ni le fue entregado el sello de oficio de dicha Comisaría* »³². Si Santa-Olalla ne peut éviter la présence d'archéologues aux compétences reconnues, il faut reconnaître que ses collaborateurs les plus proches sont toujours ses « disciples » ou anciens élèves.

La CGEA apparaît ainsi comme une structure hiérarchisée et centralisée, même si son autonomie est réduite par sa subordination à la Direction générale des beaux-arts, qui peut intervenir librement dans ses affaires internes. L'absence de rémunération du personnel ne doit pas être négligée : c'est ce qui explique la forte présence d'un personnel composé d'amateurs, alors même que se constitue un puissant corps d'archéologues professionnels³³.

Cet aspect du fonctionnement de la CGEA a suscité une importante polémique dès les années 1940, avant de contribuer à son déclin et à sa réorganisation complète au milieu des années 1950. En effet, les universitaires portent un jugement très sévère sur l'action du Commissariat. Les différents congrès archéologiques organisés dans la seconde moitié des années 1940 deviennent le lieu d'expression privilégié de l'affrontement qui oppose deux camps irréconciliables³⁴.

Les premières passes d'armes

Cette caractéristique essentielle de la CGEA, par ailleurs défendue et justifiée par Santa-Olalla, suscite l'hostilité des universitaires et des membres du CSIC. Il est vrai que les charges de commissaires provinciaux, insulaires ou locaux attirent les passionnés d'archéologie, qui exercent parallèlement une activité professionnelle distincte (médecin, ingénieur, architecte, avocat, procureur aux Cortés, pharmacien, vétérinaire, maître d'école, militaire, prêtre, etc.), qui leur permet de gagner leur vie tout en consacrant leur temps libre et leur argent à l'archéologie, à une

31. Antonio Beltrán Martínez (1988, 76) affirme ainsi : « *Martínez Santa-Olalla era Comisario General de Excavaciones y había creado una red de Comisarías provinciales, insulares y locales que, en ningún caso, proveyó con personas que no fueran de su afecto o al menos evitó cuidadosamente a los profesionales y a sus compañeros de Universidad* ».

32. Cité dans Díaz-Andreu 2003, 61. Voir également Casas i Pérez & Cebrià i Escuer 2003.

33. Cf. Díaz-Andreu & Ramírez Sánchez 2001, 329, et Lucas Pellicer 1991.

34. Nous ne reviendrons pas ici sur la biographie de Julio Martínez Santa-Olalla. Sur ce point, nous renvoyons notamment à Quero Castro & Ortega Martínez 2002 et Castelo Ruano *et al.* 1995 (les erreurs et le caractère hagiographique de cet ouvrage suscitent quelques réserves).

époque où celle-ci n'est pas une priorité pour le régime (ce qui suppose une très faible dotation budgétaire)³⁵. De plus, étant donné la législation sur les fouilles en vigueur (lois de 1911 et 1933), ces amateurs ne peuvent exercer leur passion que dans le cadre, et sous le contrôle, de la CGEA (qui accorde les permis de fouille). L'affaire peut être vue, en somme, comme un échange de bons procédés. Le cas de Sebastián Jiménez Sánchez, commissaire provincial de Las Palmas, entre 1940 et 1969, peut être considéré comme un exemple particulièrement révélateur : professeur assistant à l'*Escuela normal de magisterio*, il occupe plusieurs charges publiques locales (fonctionnaire de la *Junta de obras públicas* de Las Palmas par exemple), il milite au sein du parti phalangiste et il est secrétaire du *Museo canario*. Sur ses cartes de visite, il se présente lui-même comme « *arqueólogo, etnógrafo, folklorista* », un véritable touche-à-tout. Manuel Ramírez Sánchez le définit ainsi comme « *un maestro de formación y funcionario de oficio que, por los avatares de la vida, pasó de ser un falangista de corazón a convertirse en arqueólogo por casualidad* »³⁶.

Dès les années 1940, les premières critiques surgissent contre le labeur des commissaires. Souvent, c'est leur amateurisme ainsi que leur manque de préparation et de qualification scientifique et technique qui sont dénoncés. L'accusation ne vient pas seulement des archéologues professionnels, mais de Santa-Olalla lui-même, qui reconnaît à plusieurs reprises dans divers documents officiels ce qui est une réalité quotidienne de la CGEA. Dans la circulaire du 6 octobre 1952, il écrit ainsi que

*uno de los mayores, o quizá el mayor daño para la arqueología, está representado por las remociones y por las excavaciones mal realizadas, que como tantas veces se ha dicho con razón, son irremediables. No se trata sólo de las remociones o excavaciones clandestinas o mal intencionadas, sino incluso de las que se han llevado a cabo por persona de óptima intención, pero sin suficiente experiencia, o sin medios adecuados*³⁷.

En 1955, Elías Serra Ràfols, délégué de zone (supérieur des deux commissaires provinciaux des Canaries, Sebastián Jiménez et Luis Diego Cuscoy), commente un article de Jiménez Sánchez sur la céramique de l'archipel et lui rappelle que

tanto la descripción de cada forma como los dibujos están faltos de medida o escalas; el lector no prevenido no sabe si se trata de bañeras o de vasos para beber; había que dar las medidas entre las que oscila cada forma, así como sus gruesos.

Et il conclut :

*mucho es lo que da el autor en esta monografía; pero todavía deseáramos más*³⁸.

35. Díaz-Andreu 2003.

36. Ramírez Sánchez 2004, 133. Sur Jiménez Sánchez, cf. Ramírez Sánchez 2000, 2002 et 2004.

37. Cité dans Díaz-Andreu & Ramírez Sánchez 2001, 338.

38. Cité dans Ramírez Sánchez 2004, 134.

Autre exemple des problèmes liés au manque de professionnalisme, celui du commissaire local de Telde (Las Palmas), Pedro Hernández Benítez, révoqué par le commissaire général en 1954. On le soupçonne d'avoir constitué sa collection particulière à partir du produit de ses fouilles archéologiques³⁹.

Les critiques qui émanent de la communauté des archéologues professionnels ne sont donc pas sans fondement. Les commissaires reçoivent l'appui de Santa-Olalla, qui justifie les failles du système en invoquant le manque de moyens (surtout économiques) à la disposition de ses « lieutenants »⁴⁰. Son discours est relayé par celui de partisans du « système Santa-Olalla ». En 1946, lors du *II Congreso arqueológico del sudeste español*, Francisco Espín et Emeterio Cuadrado Díaz affirment ainsi que

*el apoyo oficial es muy grande en lo moral pero escaso en lo económico, y la arqueología ha de valerse siempre de cuantos recursos se le ocurren para allegarse amigos que la beneficien y que no piensen obtener de ella ninguna ganancia material*⁴¹.

Déjà en 1940, Sebastián Jiménez Sánchez affirmait, dans le mémoire adressé au Commissariat général, que

*de disponer esta Comisaría de mi cargo de material y efectivo necesario hubiese realizado exploraciones arqueológicas con resultado positivo, material que habría de pasar al Museo Etnológico Nacional o al Museo Canario de esta Provincia*⁴².

Santa-Olalla, quant à lui, défend clairement l'action de l'institution :

la Comisaría, a pesar del silencio en que trabaja, de la modestia de los medios económicos de que dispone, ha realizado una labor – sentiría el que se pudiera interpretar como inmodestia – realmente trascendental y revolucionaria en la vida arqueológica española.

Et il ajoute, à l'attention de ceux qui seraient tentés de remettre en cause les travaux de ses hommes :

*la Comisaría se propone, desde un principio, ver de incorporar a la vida arqueológica activa a todos los españoles dispuestos, con buena voluntad y honestidad, a trabajar en la defensa y acrecentamiento del Patrimonio Arqueológico. Pensó que todos, absolutamente todos los españoles, por muy altos y perfectos en su formación científica o por muy modestos que fueran, tenían un papel y un papel importante y trascendental en este quehacer arqueológico de cada día*⁴³.

39. Díaz-Andreu & Ramírez Sánchez 2001, 335-336.

40. Cf. Velasco Rodríguez 1947 ; Sánchez Jiménez 1947 ; Espín & Cuadrado Díaz 1947 ; Martínez Santa-Olalla 1947.

41. Espín & Cuadrado Díaz 1947, 47.

42. Cité dans Díaz-Andreu & Ramírez Sánchez 2001, 330.

43. Martínez Santa-Olalla 1947b, 53.

Avec le *IV Congreso arqueológico del sudeste español*, célébré à Elche en 1948, le ton monte et la critique franchit un pas supplémentaire. Certains professionnels, comme Alberto del Castillo, Blas Taracena, Lluís Pericot, etc., n'hésitent pas à se lancer dans une critique en règle du système de gestion des fouilles archéologiques, signalant les failles techniques et méthodologiques des amateurs de la CGEA. À ces arguments s'ajoutent d'autres considérations d'ordre personnel, liées aux luttes académiques. Il est surprenant, par exemple, que tout au long de sa longue communication, Del Castillo ne cite pas une seule fois le nom de Santa-Olalla ni de la CGEA, alors que son discours traite précisément du « *Sistema actual de excavaciones y su reforma* ». Quant à Blas Taracena, dans la discussion qui suit l'intervention de Del Castillo, il ne cesse de renvoyer à l'œuvre de la *Junta superior del tesoro artístico* (disparue en 1939 !), feignant de croire à l'inexistence de la CGEA. L'attitude de mépris pour le « système Santa-Olalla » ne peut se concevoir qu'en tenant compte des relations conflictuelles que le préhistorien entretient avec ses collègues. Margarita Díaz-Andreu a récemment évoqué l'inimitié qui existait entre le commissaire général et le directeur du Musée archéologique national, Blas Taracena : ce dernier a refusé à Eoin MacWhite l'accès aux collections du musée, l'archéologue irlandais, conseillé par Vere Gordon Childe, séjournant alors à Madrid pour réaliser sa thèse doctorale, justement sous la direction de Julio Martínez Santa-Olalla⁴⁴. La haine que se vouent les deux archéologues apparaît également à travers les sévères comptes rendus de lecture publiés par chacun d'eux. Celui que rédige Santa-Olalla en 1941, à l'occasion de la parution de l'étude de Taracena, *Carta arqueológica de España: Soria*, constitue un exemple particulièrement significatif. Le ton y est dur et ironique, le compte rendu étant davantage un répertoire des erreurs et des imperfections de l'œuvre, depuis l'absence d'une carte des différentes découvertes archéologiques jusqu'au manque de références bibliographiques à l'œuvre de Bosch Gimpera ou à celle de Santa-Olalla lui-même, en passant par le manque de maîtrise des langues étrangères comme l'anglais ou l'allemand, qui se traduit par plusieurs erreurs dans les citations, etc.⁴⁵.

Sans doute est-ce dans l'intervention d'Alberto del Castillo que nous trouvons la critique la plus aboutie de la politique de gestion du patrimoine archéologique. Les imperfections du système sont dues, selon l'intervenant, à la présence massive des non-professionnels. Bien qu'il fasse preuve de diplomatie, Del Castillo ne laisse aucune place au doute : le système remis en cause est bien celui qu'a élaboré Santa-Olalla à l'issue de la Guerre civile. Il prévient ainsi son auditoire que

44. Díaz-Andreu 2007, 38. Sur Eoin MacWhite, cf. O'Sullivan 1998.

45. Martínez Santa-Olalla 1941.

las palabras que voy a pronunciar no van a tener intención crítica. Desearía hacer una exposición estrictamente objetiva, huérfana de cualquier otro sentido que el constructivo; esto es, me propongo llamar la atención sobre los inconvenientes del sistema actual de excavaciones y sugerir otro a mi entender mejor.

La critique se veut peut-être « strictement objective », elle n'en est pas moins dure :

¿ podemos estar plenamente satisfechos del estado y sistema actual no obstante el aumento de volumen y la mejora de los procedimientos? Sinceramente creo que no. En cualquier aspecto sobre el que intentemos investigar tropezaremos con el mismo fatal inconveniente: ignoramos, salvo excepciones, las circunstancias exactas de los hallazgos. [...] ¿ De quién es la culpa? Del sistema, no ciertamente de la buena voluntad de los excavadores. En primer lugar y a pesar de los mejores deseos no siempre se excava bien. La cantidad de los trabajos está reñida en este caso con la calidad. [...] La excavación tiene la misma finalidad para el investigador que la consulta del documento en el archivo para el medievalista. Es más, la excavación es un registro que se lee una sola vez. Es necesario, por tanto, que la lectura se haga en forma tal que sea correcta para siempre. Imaginémonos lo que sucedería si cada historiador que entra en un archivo destruyese sin transcribir o leer o leyendo mal, los documentos que utiliza. Pues tal es lo que sucede en las excavaciones mal hechas⁴⁶.

Décontextualisation des pièces trouvées et défaillances techniques et méthodologiques au cours des fouilles, qui conduisent à une perte irrémédiable d'informations, ou qui ne permettent pas une utilisation scientifique des objets découverts, tels sont les maux dont souffre l'archéologie espagnole. Comment y remédier? Alberto del Castillo répond simplement :

para evitar tan graves inconvenientes sería de desear que las excavaciones estuviesen reservadas a los profesionales, sólo a los profesionales y a todos los profesionales, de forma que no existiese – como ahora sucede – ninguno de ellos en paro forzoso mientras excavan meros aficionados⁴⁷.

Inefficace et absurde, c'est ainsi qu'est qualifiée l'organisation de la CGEA, qu'il devient urgent de réformer.

Le système Santa-Olalla : l'impossible réforme

Santa-Olalla ne répond pas directement à ces attaques, mais les critiques ne le laissent pas indifférent. Le 25 septembre 1945, il envoie à ses commissaires une circulaire dans laquelle il évoque la nécessité d'organiser un congrès qui les réunirait sous sa présidence. Il précise que

46. Del Castillo 1949, 72-74.

47. *Ibid.*, 74.

*las secciones del Congreso se dedicarán por un lado al estudio de los problemas de tipo legislativo que planteen la actuación de las Comisarias, técnica de excavaciones y problemas de elaboración científica y resultados de las mismas, aceptándose todo género de iniciativas y sobre todo comunicaciones cuyos títulos exactos deberán conocerse a la mayor brevedad en la Comisaría General de Excavaciones Arqueológicas*⁴⁸.

Au départ, la réunion doit avoir lieu à Málaga, entre les 12 et 19 avril 1946 ; finalement, ce qui restera dans l'histoire comme la *Primera Asamblea nacional de los Comisarios de excavaciones arqueológicas* sera célébrée entre le 12 et le 14 janvier 1950 à Madrid. Pour Santa-Olalla, l'événement est l'occasion de présenter au régime les résultats du travail réalisé par la CGEA depuis sa création, dix ans plus tôt (une exposition temporaire est organisée à cette occasion à la Bibliothèque nationale), tout en répondant publiquement – et indirectement – aux critiques formulées deux ans auparavant lors du congrès d'Elche. La réplique de Santa-Olalla est caractéristique de ses méthodes : si les *Congresos arqueológicos del sudeste español* constituent une menace pour la suprématie de la CGEA et de son commissaire, ces derniers disposeront désormais de leurs propres rendez-vous périodiques. Quoi qu'il en soit, la rupture entre le groupe de Santa-Olalla et les organisateurs des congrès archéologiques est consommée. Antonio Beltrán Martínez a évoqué la sécession de Santa-Olalla et de ses collaborateurs, absents du *III Congreso arqueológico del sudeste español*, organisé à Murcia en 1947 :

*indiqué al profesor Santa-Olalla que iba a hacer una convocatoria dirigida a toda España [...]. La convocatoria tuvo éxito y aparecieron en Murcia Cayetano de Mergelina [...], Blas Taracena [...], Antonio García y Bellido [...], Manuel Ballesteros [...], Helmut Schlunk [...], Martín Almagro [...], Navascués, Cabré y un total de doscientos congresistas, con grupos del SIP [Servicio de Investigaciones Prehistóricas] de Valencia, de Elche, incorporándose Alejandro Ramos Folqués, Camilo Visedo y los alcoyanos, por primera vez Pericot y Castillo, y algunos portugueses. Santa-Olalla y las gentes del Seminario de Historia Primitiva, que habían asistido en bloque al Congreso de Albacete, no se presentaron, y lo que es peor, fui incluido en una especie de teórica lista negra que me produjo no pocos quebraderos de cabeza*⁴⁹.

La *Primera Asamblea nacional de los Comisarios de excavaciones arqueológicas* est l'occasion de répondre aux attaques des professionnels. C'est au cours d'une table ronde présidée par le commissaire général lui-même qu'est évoquée pour la première fois la question du travail des commissaires. Intervient alors le commissaire local de Villarreal, Emeterio Cuadrado Díaz (1907-2002). Il fait partie du groupe

48. Cité dans Díaz-Andreu & Ramírez Sánchez 2001, 338.

49. Beltrán Martínez 1988, 77.

des *aficionados*, même si, à la différence de la plupart de ses collègues, il parvient progressivement à se professionnaliser et finit par recevoir la reconnaissance du monde universitaire : ingénieur, il participe à la fondation des *Congresos arqueológicos del sudeste español*, qui deviennent, au début des années 1950, *Congresos nacionales de arqueología*. Il appartient à l'Institut archéologique allemand de Madrid, fondé en 1943 par Helmut Schlunk, à l'*Istituto di studi liguri* et à l'*Associação dos arqueólogos portugueses*. Il est aussi le fondateur de l'*Asociación española de amigos de la arqueología* (composée au départ d'amateurs), qu'il préside jusqu'à sa mort. Dans son intervention, il apporte ainsi son soutien aux *aficionados* de la CGEA, insistant sur la nécessité de les intégrer à l'archéologie. L'humiliation d'Elche est encore présente dans les esprits, comme le montrent les paroles de Cuadrado :

*es problema muy discutido entre los arqueólogos, el de determinar qué personas están capacitadas para practicar excavaciones arqueológicas y, por tanto, a quiénes se debe permitir y a quiénes prohibir el ejecutarlas. [...] En el Congreso de 1948, celebrado en Elche, el asunto se discutió a fondo, y bien claro se vió en los debates la división de los congresistas en tema tan espinoso y delicado. [...] Un sector de opinión era partidario de que las excavaciones fuesen sólo hechas por profesionales, y reservadas precisamente a todos ellos, evitando así el paro forzoso en que se encontraban muchos, mientras excavan meros aficionados. Otro sector encontraba el inconveniente a lo expuesto por el anterior, de definir lo que eran el profesional y el aficionado en arqueología, y sobre todo el punto divisorio entre unos y otros, y reconocía la gran utilidad de los aficionados como buscadores. Por último, un tercer sector, constituido por los propios aficionados, que suponían la mayoría del Congreso, en la timidez de su propia modestia reservó su opinión, sin atreverse a intervenir en la discusión de un tema que tan directamente les afectaba, y considerándose como convidados al espléndido banquete de la arqueología, en el que los anfitriones, los maestros que tanto admiraban, habían de llevar la voz cantante*⁵⁰.

Un constat visiblement amer. Cependant, Emeterio Cuadrado ne renonce pas et poursuit en proposant une lecture alternative de la situation, définissant plus précisément la ligne de partage qui sépare l'archéologue professionnel de l'amateur.

Nuançant la traditionnelle opposition, défendue par Alberto del Castillo et ses collègues, Cuadrado distingue trois catégories d'archéologues : un premier groupe serait composé par ceux qui disposent des connaissances techniques, méthodologiques, historiques, artistiques et archéologiques leur permettant de faire des fouilles sans endommager le site. Dans le second entreraient les passionnés qui n'ont pas la préparation suffisante pour réaliser des fouilles (ils ne tiennent pas compte de la stratigraphie, ils présentent des pièces sorties de leur contexte de découverte

50. Cuadrado Díaz 1951, 17-18.

et, par conséquent, ils ne travaillent pas selon des critères scientifiques), mais qui sont capables d'interpréter les objets découverts grâce à leur sensibilité artistique, « *individuos de enorme buena fe y entusiasmo, con una afición extraordinaria* »⁵¹. Enfin, une troisième catégorie est constituée par les personnes qui ne possèdent aucune des qualités requises, qui se consacrent aux fouilles par cupidité et appât du gain, dans la seule perspective de vendre le produit de leur chasse au trésor pour alimenter les collections de particuliers sans scrupules,

*plaga mayor de la arqueología por el daño enorme que hacen a los yacimientos. Su característica es la ignorancia o la especulación, y contra ellos deben encaminarse las disposiciones oficiales*⁵².

Dans ce tableau, où classer les amateurs de la CGEA ? Selon Cuadrado, ils n'appartiennent pas bien sûr à la troisième catégorie, mais ils n'entrent pas non plus dans la seconde. Au contraire, il les classe, tout comme les universitaires, dans la première catégorie, celle des personnes ayant les compétences requises pour mener à bien n'importe quel type de travail archéologique. Le commissaire local de Villarreal reprend ici les paroles d'Alberto del Castillo en les déformant :

*el primer grupo, cuyos componentes no precisan título profesional o científico alguno, es el de los que el profesor Castillo, de acuerdo con el profesor Pericot, consideraba como profesionales, diciendo de ellos en el Congreso de Elche, que "excavador profesional es aquel que posee los conocimientos técnicos suficientes para interpretar debidamente el resultado de la excavación". Como la palabra profesional indica ordinariamente ejercicio de una determinada actividad como medio de vida, y en este grupo son muchos los que tienen otras profesiones completamente ajenas a la arqueología, yo llamaría arqueólogos excavadores a todos, sin distinción del profesional auténtico y del aficionado de reconocida competencia*⁵³.

Il ignore ainsi la principale critique formulée par les professionnels, qui discutent précisément la « *reconocida competencia* » des *aficionados*. Au contraire, il insiste sur l'utilité de leur travail, concluant que « *ingrata sería la arqueología, si no reconociese el firme puntal de apoyo que siempre le han prestado sus aficionados* »⁵⁴. Vivant pour la plupart en ville⁵⁵, bien loin de la réalité archéologique des provinces

51. *Ibid.*, 19.

52. *Ibid.*, 20.

53. *Ibid.*, 19.

54. *Ibid.*, 20. Il cite en exemple le cas du marquis de Cerralbo, bien qu'il soit difficile de le considérer comme un simple amateur. Cf. Barril & Cerdeño 1997.

55. Cuadrado affirme que « *sólo las posibilidades de preparación distinguen estos dos grupos de aficionados, por ello los que viven en capitales y pueden frecuentar bibliotecas o disponen de medios económicos*

et des communes, les universitaires auraient tout intérêt à s'appuyer sur le puissant réseau des commissaires de la CGEA, puisque

*a esta pléyade de aficionados, la mayoría locales, deben muchos de nuestros arqueólogos oficiales y maestros las primeras noticias que les llevaron a interesantes descubrimientos, y gracias a muchos materiales proporcionados por aquéllos, han podido permitir a éstos, con sus conocimientos superiores, establecer teorías y llegar a conclusiones científicas e históricas*⁵⁶.

Malgré tout, Cuadrado reconnaît qu'il ne serait pas sérieux de laisser fouiller quiconque ne posséderait pas les compétences requises. Il faut donc former ces passionnés, les préparer pour que leur action serve l'archéologie nationale⁵⁷. Or, pour le commissaire local de Villarreal, c'est précisément la tâche que s'est donnée la CGEA depuis sa création en 1939. Il légitime ainsi l'action des commissaires provinciaux, insulaires et locaux :

*las formas de hacer esto, no las vamos a decir nosotros. Ya han sido puestas en práctica por la Comisaría General desde que viene desarrollando su formidable labor, y ejemplo de ello somos los que nos honramos con asistir a esta Asamblea. La Comisaría General viene captando a aquellos aficionados locales que le merecen confianza, y colocándolos al frente de las Comisarías que va creando, cada vez más numerosas. Los instruye en sus obligaciones legales y crea un poderoso agente en su zona de influencia, que ilustra y capta a su vez a los demás aficionados*⁵⁸.

L'institution est décrite comme un puissant organisme de recherche et de formation, efficace et ouvert, puisqu'il permet à tous ceux qui le souhaitent de se consacrer à l'archéologie, politique qui doit être poursuivie pour que tous, universitaires ou amateurs, puissent affronter le véritable problème qui se pose à l'archéologie espagnole : la lutte contre les fouilles clandestines.

Dans cette polémique, la position du commissaire général Santa-Olalla est sans équivoque : artisan du système tant décrié par les titulaires des chaires d'archéologie et de préhistoire, il appuie pleinement les membres de la CGEA dans le discours

para adquirir libros son los más competentes. Los que en su aldea carecen de colecciones oficiales o particulares, quedan tan sólo con escasos conocimientos y una afición incontenible que los empuja a rebuscar por las tierras vecinas, excavar personalmente y reunir en su casa los productos de su trabajo [...]. Sin embargo, a ellos recurren en primer lugar los arqueólogos oficiales que quieren conocer y estudiar una región arqueológica» (Cuadrado Díaz 1951, 20-21). C'est pour cela que le commissaire général a mis en place une bibliothèque itinérante, qui visitait précisément à offrir aux commissaires qui vivaient loin des grands centres urbains, la possibilité d'accéder aux références bibliographiques dont ils avaient besoin pour travailler.

56. *Ibid.*, 21.

57. *Ibid.*, 22.

58. *Ibid.*

qu'il prononce à la suite de celui de Cuadrado, louant, en faisant preuve d'un évident esprit paternaliste, le profond caractère démocratique du Commissariat (oubliant un peu vite des pratiques pour le moins discutables, notamment au moment de recruter ses collaborateurs⁵⁹) ainsi que sa grande capacité d'adaptation :

para ustedes es una ofensa. Se ha denigrado de una manera enorme en España y fuera la labor de ustedes, que en el extranjero casi no se conoce, pero yo lanzo el reto contra esas personas: que se enfrenten con las publicaciones de ustedes, no profesionales, y que me presenten unas memorias de excavaciones superiores a las de ustedes. [...] Son excavadores todas las personas que están capacitadas por el cuidado y la técnica que poseen. No hay ley, pero el uso la hace. Avance que se logra, no se vuelve atrás nunca. Para nosotros el problema que nos compete actualmente es quiénes son Comisarios y cuáles son las atribuciones del Comisario. El Comisario tiene una función investigadora y está asistido por la ley. El poder ejecutivo está en manos de los Comisarios. En la ponencia del señor Cuadrado, y en intervenciones de los señores Comisarios, han olvidado un poco que tenemos una organización democrática, aunque no lo parezca. Tienen ustedes un poder personal y muchas de las iniciativas que se le ocurren al Comisario General, son sugerencias de ustedes. Por eso se fueron nombrando más Comisarios y después colaboradores o ayudantes. Ustedes disponen libremente quiénes son sus colaboradores y sus ayudantes⁶⁰.

La fin du conflit : vers une archéologie de professionnels

Les critiques formulées contre ce qui constitue l'essence même de la CGEA ne devaient pas nécessairement amener à la disparition de l'institution. Mais elles s'ajoutent à une pluralité de facteurs, souvent bien éloignés de la vie interne du Commissariat, qui contribuent, dans les années 1950, à affaiblir les positions académiques de Julio Martínez Santa-Olalla, jusqu'à provoquer sa complète marginalisation.

Sur le plan politique d'abord, le préhistorien perd peu à peu les appuis dont il bénéficiait jusqu'alors, tandis que la Phalange est chaque fois plus isolée et domestiquée par le régime franquiste. Si le statut de *camisa vieja* a pu être utile à Santa-Olalla dans les années 1940, dans un système fortement imprégné de clientélisme, en revanche, les années 1950 consacrent le triomphe du clan (ultracatholique) de l'*Asociación católica nacional de propagandistas* (ACNdeP), puis de l'*Opus Dei*. Au même moment, la politique d'ouverture promue par le *Caudillo* pour rompre l'isolement diplomatique dans lequel se trouve le pays depuis 1946⁶¹, et

59. Cf. Díaz-Andreu & Ramírez Sánchez 2001, 331-334.

60. Martínez Santa-Olalla 1951, 27-28.

61. Cette année-là, une résolution de l'ONU demande aux gouvernements membres de rappeler leur ambassadeur à Madrid pour protester contre le maintien d'un régime alors considéré comme fasciste.

qui débouche, en 1953, sur la signature des accords bilatéraux avec les États-Unis et le Saint-Siège, oblige le régime à présenter une image plus convenable devant le concert des nations, dépouillée de ses attributs et symboles fascistes. Dans ce contexte, la Phalange est politiquement isolée, et le statut de militant actif du mouvement non seulement cesse d'être un avantage pour obtenir toutes sortes de privilèges et de faveurs, mais peut même se convertir en un réel handicap. Dans le domaine de la culture, de l'éducation et de la recherche scientifique, les conséquences de cette nouvelle politique d'ouverture, destinée à assurer la survie du régime (il ne s'agit nullement d'un processus de démocratisation), se font sentir dès 1951. José Ibáñez Martín, qui occupait depuis 1939 le poste de ministre de l'Éducation nationale, est alors remplacé par Joaquín Ruiz-Giménez, favorable à une politique de libéralisation⁶². Dans ce contexte, le système Santa-Olalla paraît anachronique, sans appuis politiques solides.

Par ailleurs, sur le plan professionnel, le commissaire général subit des échecs humiliants : en 1954, Martín Almagro Basch obtient la chaire d'histoire primitive de l'homme de Madrid, remportant le concours organisé pour donner un titulaire au poste occupé par Santa-Olalla depuis la fin de la Guerre civile⁶³. Ces années marquent aussi le lent mais inexorable déclin de la *Sociedad española de entropología, etnología y prehistoria*, minée par les luttes personnelles (le conflit entre Santa-Olalla et Pérez de Barradas par exemple) et la chute progressive de celui qui était le leader principal de l'institution depuis la fin de la Guerre civile⁶⁴.

Dans ce contexte, la perte d'influence de Santa-Olalla est rapidement mise à profit par ses nombreux détracteurs. La véritable mutinerie académique qui éclate en 1955 scelle le destin du Commissariat général, marquant le début d'une nouvelle époque dans l'histoire institutionnelle de l'archéologie espagnole. Le 31 janvier 1955, un groupe formé de sept professeurs de préhistoire et d'archéologie de diverses universités espagnoles fait parvenir au ministre de l'Éducation nationale, Joaquín Ruiz-Giménez, une lettre dans laquelle ils exposent les principaux problèmes dont souffre la recherche archéologique péninsulaire et quelles mesures on doit prendre pour y remédier. L'œuvre de Santa-Olalla est directement mise en cause par la coalition universitaire :

la situación de la investigación prehistórica en España, cuya importancia tanto en el orden puramente científico, como en relación con el prestigio de España e incluso con el aspecto social de la cultura, tiene una transcendencia que no puede ocultarse a nadie, exige una reforma en su organización actual que el tiempo transcurrido ha

62. Soto Carmona 2001, notamment les chapitres 3, 4 et 5.

63. Rappelons que Santa-Olalla n'est pas titulaire de la chaire. Son enseignement porte d'ailleurs le nom de « Séminaire d'histoire primitive de l'homme ». Cf. Sánchez Gómez 2001, 260-262.

64. Mederos Martín 2003-2004, 21-24 ; Sánchez Gómez 1990, 75-82.

*hecho ya inaplazable. Las exigencias del momento y la necesidad de una rápida reorganización de los trabajos científicos, justifican el que en 1939 se creara la Comisaría de excavaciones arqueológicas. Había que normalizar el trabajo de los aficionados locales, incorporar a publicaciones y museos los materiales descubiertos en años anteriores, faltos de control estatal suficiente y había que promover el desarrollo de la investigación arqueológica, especialmente en los trabajos de campo. Esta labor empezó a ser realizada y aunque pronto se vieron los defectos de la nueva organización, las molestias que ocasionó se aceptaron como temporal tributo que todos hacíamos gustosos con la esperanza de una rápida normalización de nuestras actividades científicas*⁶⁵.

Les lignes qui suivent illustrent les progrès de la professionnalisation de l'archéologie espagnole, désormais mieux implantée dans les institutions officielles de l'État, à commencer par le CSIC et l'université, organismes capables de former un corps d'archéologues qui soient de véritables scientifiques et qui n'aient plus besoin d'une cohorte d'amateurs. Il faut se souvenir qu'en 1951, l'*Instituto de arte y arqueología* Diego Velázquez du CSIC s'était divisé, donnant naissance à deux organismes indépendants. C'est alors qu'avait surgi l'*Instituto de arqueología y prehistoria* Rodrigo Caro, placé sous la direction d'Antonio García y Bellido⁶⁶. Quelques années plus tard, en 1954, apparaissait l'*Instituto de prehistoria*, à la tête duquel était placé Martín Almagro. Autant d'éléments qui amènent les signataires de la lettre adressée à Ruiz-Giménez à constater que le résultat de ce processus d'institutionnalisation et de professionnalisation, initié au début du XIX^e siècle, et renforcé dans les années 1900-1922⁶⁷, rend inutile le maintien de la CGEA :

*con la normalidad nacional y el desarrollo que supuso la creación de centros investigadores por el Consejo superior de investigaciones científicas y la llegada de nuevas promociones de profesores a las cátedras universitarias y de alumnos a los seminarios de las mismas, aquella organización no tiene ya a nuestro juicio eficacia, la eficacia que es de desear y que consideramos absolutamente necesaria. Como solución a una situación que creemos insostenible, nos atrevemos a sugerir la de designar un Consejo, con el nombre que se prefiera, del que formaría parte un número suficiente de personas que permitiera incluir en él a todos los que con cierta responsabilidad profesional se dedican en España a la arqueología y cuyo número, por desgracia, no es excesivo*⁶⁸.

La lettre, adressée au ministre par l'intermédiaire du directeur général des beaux-arts, est signée par sept personnes, sept membres reconnus de l'université espagnole : Lluís Pericot García, Antonio García y Bellido, Alberto del Castillo,

65. Cité dans Díaz-Andreu & Ramírez Sánchez 2001, 340.

66. Cf. García y Bellido 1951 et Arce 1994.

67. Mora & Díaz-Andreu 1995, 1997 ; Díaz-Andreu 2002, 35-49.

68. Cité dans Díaz-Andreu & Ramírez Sánchez 2001, 340.

Antonio Beltrán Martínez, Cayetano de Mergelina, Juan Maluquer de Motes et Martín Almagro Basch. Ils demandent purement et simplement la suppression de la CGEA et la dévolution du contrôle de la gestion du patrimoine archéologique aux universitaires.

Quelques mois plus tard, le 23 octobre 1955, s'ouvre à Badalona la *VIII Reunión de la Comisaría provincial de excavaciones arqueológicas de Barcelona*. Encore une fois, le « cas » des archéologues amateurs est évoqué, selon une tradition désormais bien établie. C'est au tour du commissaire provincial de Barcelone, le baron d'Esponellà, de prendre la défense de ses collègues, dans un discours que nous qualifierions volontiers d'autosatisfaction. Aucune référence n'est faite à la situation difficile dans laquelle se trouve la CGEA. Esponellà fait l'éloge de l'action des commissaires, réunis dans un même amour pour le passé de la patrie, heureux de pouvoir admirer

*el reconfortante espectáculo de este centenar de Comisarios, colaboradores y ayudantes, entre los que contamos desde el poderoso hombre de negocios, director de sus empresas industriales, y el terrateniente aristócrata, hasta los profesionales y estudiantes universitarios, desde el pequeño burgués y oficinista, hasta el artesano y el obrero manual, unidos todos por un solo denominador común: la arqueología; pero entiéndase bien, la arqueología a través de sus más puras esencias, la arqueología no como negocio o medio de vida, sino como inmenso valor inmaterial, como compensación y sedante a la ajetreada, vertiginosa y materialista forma de vivir actual, y sobre todo como expansión espiritual condensada y plasmada en un trabajo que no es otro que investigar para hacer revivir tiempos pasados en estas tierras entrañablemente queridas y a las que por nuestro nacimiento estamos profunda e indestructiblemente ligados*⁶⁹.

S'il est légitime de penser que le baron ignore les démarches entreprises quelques mois plus tôt par les universitaires auprès de Ruiz-Giménez, en revanche, Julio Martínez Santa-Olalla en a sans doute été informé. Cette idée nous semble trouver une confirmation dans le ton du discours de clôture de la réunion que prononce le commissaire général. Face au processus de démantèlement de la CGEA entrepris depuis Madrid (la réforme sera rendue publique un mois plus tard, le 2 décembre), il semble que l'heure du bilan soit arrivée pour Santa-Olalla, bien qu'il tente de sauver les apparences :

*hoy he tenido, al oír a los Comisarios y colaboradores de esta provincia, el goce de ver plasmado el fruto de un deseo. Hoy he visto en una forma insospechada, superior a lo que he soñado, de lo que quería que fuese la organización nacional arqueológica que cayó sobre mis hombros en los últimos meses de la Guerra de Liberación*⁷⁰.

69. Esponellà 1956, 30.

70. Martínez Santa-Olalla 1956, 38-39.

Au-delà du simple appui apporté aux commissaires, son discours tente de défendre son système ; ignorant les attaques, il maintient son argumentation, n'hésitant pas à qualifier de « *mortecino* » la période, antérieure à 1936, qui est pourtant restée dans l'histoire de l'archéologie espagnole comme ses « *décadas de oro* »⁷¹. À cette période de crise et de décadence aurait succédé, grâce à l'action de la CGEA, une étape d'épanouissement de l'archéologie après la Guerre civile :

después de una época mortecina, en la que la arqueología era llevada por varones ilustres, por nobles y políticos, todos ellos alejados, salvo el duque de Alba [?]⁷², de la emoción de descubrir y excavar, y a la cual no era posible el acceso de los aficionados [?], a pesar de aducir títulos universitarios que creíamos deberían de abrir el paso a la arqueología, esperábamos todos una renovación, ya que la arqueología, desde la vigilancia y conservación de sus piezas hasta el estudio, reconstrucción y búsqueda, es un caso de interés nacional, a la cual están llamados todos los españoles y, cuando éstos sienten deseos de colaboración, los extranjeros⁷³.

Il justifie ainsi sa vision d'une archéologie ouverte, capable d'intégrer tous ceux qui désiraient prendre part à l'élaboration d'un discours historique destiné à présenter les hauts faits et les gloires de l'*historia patria*, tout en rejetant l'impérialisme culturel exercé par les archéologues étrangers (situation que connut l'Espagne au XIX^e siècle, avec l'arrivée dans la péninsule des savants allemands et français⁷⁴) :

¡ Al fin iba a ser posible en España una nueva organización ! Para ello era preciso que de la misma formaran parte todos los hombres de buena voluntad, sin que hubiese nadie preterido, y esto es necesario resaltarlo ante el cada día más frecuente fetichismo de los títulos universitarios, ante los cuales se pospone la voluntad y la tenacidad en las aficiones de una serie de notabilísimos arqueólogos que se ven postergados en muchas ocasiones ante personas mucho menos autorizadas, pero que se hallan bajo la denominación de universitarios⁷⁵.

71. Díaz-Andreu 2002, 41.

72. Cette référence au duc d'Albe est curieuse. Il semble que Santa-Olalla fasse référence à Jacobo Fitz-James Stuart y Falcó, 17^e duc d'Albe (1878-1953), érudit et historien. Ce dernier fit son entrée, en 1918, dans la *Real Academia de la Historia*, avant de prendre la direction de la corporation entre 1927 et 1953. Mais à notre connaissance, il ne s'est jamais distingué par ses travaux archéologiques (cf. Peiró Martín & Pasamar Alzuria 2002, 255-256). Il s'agit sans doute d'une erreur de la part de Santa-Olalla. Peut-être fait-il référence à Enrique Aguilera y Gamboa, 17^e marquis de Cerralbo (1845-1922), archéologue reconnu et ancien président de la *Comisión de investigaciones paleontológicas y prehistóricas* (1912) et de la *Junta superior de excavaciones y antigüedades* (1912).

73. Martínez Santa-Olalla 1956, 39.

74. Parmi eux : Emil Hübnér, Léon Heuzey, Arthur Engel, Pierre Paris, Jorge Bonsor, Eugène Albertini, Henri Breuil, etc. Autant de savants qui surent profiter au mieux de l'action des amateurs et érudits locaux : tous avaient un réseau d'informateurs très efficace. Cf. notamment Rouillard 1995 et 2002 ; Blech 2002 ; Díaz-Andreu 2002, 103-117 et Mora 2004.

75. Martínez Santa-Olalla 1956, 39.

Discours d'un homme à l'esprit ouvert, ou d'un démagogue ? Ce désir de faire de l'archéologie une science populaire pourrait être celui de n'importe quel professionnel de l'archéologie actuelle ; nombreux sont ceux qui mettent l'accent sur le risque d'isolement d'une discipline qui, recourant désormais à l'utilisation de méthodes, de techniques et d'un vocabulaire chaque fois plus obscurs pour le commun des mortels, prend le risque de se couper du grand public et de produire un discours élaboré par et *uniquement* pour les archéologues ou les rares initiés. Classer Santa-Olalla dans cette catégorie serait toutefois une erreur ; ce serait négliger le contexte historique bien particulier dans lequel se déploie son action. N'oublions pas qu'il prend part activement à la « *cruzada científica* » organisée par les vainqueurs de la Guerre civile et à l'organisation d'une science à l'image du *Nuevo Estado*, cherchant à imposer son modèle interprétatif du passé, pourchassant et sanctionnant tous ceux qui pouvaient proposer une vision alternative de l'histoire espagnole, oubliant ce que l'humaniste Ramón Menéndez Pidal n'a jamais oublié, que « *no hay peor enemigo que el no tenerlos* »⁷⁶. La philosophie de Santa-Olalla, le souhait de voir grandir l'intérêt du peuple espagnol pour l'archéologie, de favoriser sa mission éducative, en partant de l'idée que mieux connaître le passé de la patrie permettrait de l'aimer davantage et de mieux la servir, autant d'idées qui ne naissent pas dans un esprit avant-gardiste. Il s'agit plutôt de la conception d'une archéologie instrumentalisée pour servir la propagande du régime franquiste. Nous sommes face à un homme de science qui donne à l'histoire et à l'archéologie une fonction sociale proche de celle défendue par Heinrich Himmler, lorsque celui-ci organisa *Das Ahnenerbe*⁷⁷. Autrement dit, nous parlons ici de culture de masse sur le modèle fasciste, et non de culture démocratique. C'est ce qui fait du Commissariat général aux fouilles archéologiques une véritable institution fasciste, qui intègre à son fonctionnement les *aficionados* locaux avec un objectif similaire à celui du *Frente de Juventudes*, destiné aux jeunes Espagnols, ou à celui du *Sindicato Universitario Español*, contrôlé par la Phalange. Ici, les fouilles archéologiques menées à Castiltierra en 1941⁷⁸, ou l'organisation, en 1953, du *Cam-pamento arqueológico argantonio*⁷⁹ constituent des exemples très révélateurs de la fonction sociale qu'attribuait Santa-Olalla à l'archéologie. Dans le premier cas, la fouille de la nécropole wisigothique, réalisée sous la direction de Santa-Olalla avec la collaboration de José Luis de Arrese (secrétaire général de la Phalange), José María Mañá de Angulo, Bernardo Sáez Martín, Emilio Martínez Santa-Olalla, Antonio Molinero Pérez et Joachim Werner (représentant de l'Institut archéologique allemand et du séminaire du professeur Merhart à Marbourg), avait pour objectif de

76. Menéndez Pidal 1947, C.

77. Sur les liens entre Himmler et l'archéologie espagnole dans les années 1940, cf. Gracia Alonso 2008.

78. Werner 1946, 46 ; voir également Quero Castro 2006.

79. Presedo 1955.

*conocer de una manera absolutamente objetiva momento tan trascendental de la historia nacional, en que una serie de factores felizmente combinados dieron lugar a la formación, al comienzo de la Edad Media, de la nación española*⁸⁰.

Bien plus tard, en 1953, le préhistorien favorisa l'organisation d'un *campamento arqueológico* destiné à former les jeunes à la pratique archéologique de terrain, tout en favorisant l'« *espíritu de colaboración* » :

*durante la primavera del año 1953 se organizó por el Seminario de Historia Primitiva del Hombre, de la Universidad de Madrid, y la Jefatura Nacional del SEU, un Campamento Arqueológico, que desarrollaría sus actividades durante el mes de agosto del mismo año. La idea primordial de esta organización fué la de reunir a universitarios de las diferentes facultades españolas para realizar unas excavaciones de entrenamiento y prueba en un yacimiento arqueológico propio para el caso, y conseguir que los jóvenes universitarios se familiarizasen, en mayor o menor grado, con las técnicas de excavaciones, para que en su día, y desde las profesiones a que su vocación les llevase, pudieran prestar a la arqueología española servicios que redundasen en una mejor conservación del patrimonio arqueológico nacional. También se intenta despertar, hasta el punto que las circunstancias lo permitiesen, un espíritu de colaboración, ya que las posibilidades de aprovechamiento del trabajo de alumnos procedentes de todas las facultades españolas resultaba una experiencia inédita en toda la vida arqueológica nacional*⁸¹.

À l'évidence, nous sommes en présence de l'institution culturelle d'un régime autoritaire aux vellétés fascistes, où l'archéologue a une fonction sociale bien définie. Celle-ci est ainsi explicitée par Carlos Alonso del Real (membre de la Phalange, ancien élève et collaborateur de Santa-Olalla au sein de la CGEA⁸²), lors du congrès de 1946 :

*la arqueología ha de tener un sentido; el arqueólogo una misión. [...] La arqueología es un instrumento de saber histórico. Por tanto ofrece un interés social reconocido y manifiesto en el hecho de la creciente socialización de la actividad arqueológica – en la triple dimensión de investigación, enseñanza y propaganda*⁸³.

Il ne s'agit pas seulement d'enseigner ou de transmettre un savoir désintéressé, mais bien d'éduquer pour contribuer à la formation de l'esprit national, si souvent évoqué dans les discours du fondateur de la Phalange, José Antonio Primo de Rivera, et de

80. Werner 1946, 46.

81. Presedo 1955, 256.

82. Carlos Alonso del Real occupe le poste de secrétaire général de la CGEA. Cf. Díaz-Andreu & Ramírez Sánchez 2001, 329 et Mederos Martín 2003-2004, 21.

83. Alonso del Real 1947, 33 et 42-43.

défendre *une* conception de l'histoire, la seule qui soit tolérée par le régime d'un *Caudillo* responsable « *ante Dios y ante la Historia* », comme le précisait le décret d'unification des forces politiques, promulgué en avril 1937⁸⁴.

Épilogue

En 1955, il ne s'agit déjà plus que d'une rhétorique dépassée : face à la détermination des archéologues universitaires, décidés à prendre de nouveau les rênes de la gestion du patrimoine archéologique et des fouilles, Santa-Olalla n'a plus le poids nécessaire pour faire face aux attaques. Il semble d'ailleurs que Ruiz-Giménez soit disposé à soutenir le projet des membres du CSIC et de l'université pour favoriser l'archéologie et la préhistoire, comme le montrent les mesures qu'il prend pour rendre obligatoire l'enseignement de la préhistoire. Un mois après la clôture de la *VIII Reunión de la Comisaría de excavaciones de Barcelona*, la réponse du Ministère aux demandes formulées par les enseignants-chercheurs le 31 janvier est rendue publique : le 2 décembre 1955, le décret de suppression de la CGEA est promulgué⁸⁵. Le même texte réorganise le service de gestion du patrimoine archéologique en créant le *Servicio nacional de excavaciones arqueológicas*. Le Ministère consacre ainsi la victoire des archéologues qui avaient signé la lettre adressée à Ruiz-Giménez un an plus tôt :

*la necesidad de hacer más eficaz el Servicio Nacional de Excavaciones Arqueológicas aconseja establecer un mayor contacto de este servicio con los hombres de ciencia y universitarios dedicados a las disciplinas relacionadas con él, ya que las peculiares características de las excavaciones arqueológicas exigen, para su mayor aprovechamiento científico, ser no sólo directamente conocidas, sino también quedar sometidas a la iniciativa y consejo de quienes necesitan de ellas como laboratorio imprescindible de investigación*⁸⁶.

La direction du nouvel organisme est confiée à un inspecteur général qui devra obligatoirement appartenir à l'institution universitaire (professeur d'archéologie, de préhistoire ou d'histoire de l'art) ; les délégations de zones, correspondant chacune à un district universitaire, également contrôlées par un professeur titulaire, superviseront l'action menée par les délégués provinciaux, insulaires ou locaux, qui succèdent aux commissaires. Les amateurs sont exclus du nouveau système puisque l'article 5 du décret précise que ces charges devront être confiées, de préférence, aux personnes qui détiennent des titres universitaires ou qui sont membres ou correspondants de la *Real academia de la historia* ou de celle des beaux-arts.

84. Reig Tapia 2005, 43.

85. *Boletín Oficial del Estado* 1956.

86. *Ibid.*, 26.

S'ouvre alors une longue période de transition : étant donné que le nombre de professionnels est insuffisant (!) pour doter tous les postes de délégués, nombreux sont les anciens commissaires qui conservent leur charge après 1955, au moins jusqu'à la fin des années 1960. Encore une fois, les Canaries offrent un exemple révélateur : en 1956, Elías Serra Ráfols, professeur à l'université de La Laguna et, par conséquent, délégué de zone pour l'archipel, confirme Sebastián Jiménez Sánchez (Las Palmas) et Luis Diego Cuscoy (Santa Cruz) dans leur charge de délégué provincial. Tous deux l'occuperont jusqu'en 1969⁸⁷. D'autre part, Santa-Olalla, alors professeur d'histoire de l'art, est nommé inspecteur général. Toutefois, ses attributions n'ont rien de commun avec celles qui étaient attachées à la charge de commissaire général. Son autonomie est considérablement réduite : son action est placée sous le contrôle de la *Junta consultativa de excavaciones arqueológicas*, qui réunit le directeur général des beaux-arts (qui la préside, l'inspecteur général n'étant que vice-président), le chef de la section de développement des beaux-arts (secrétaire) et douze délégués de zone⁸⁸.

Finalement, le 28 décembre 1961, un ordre ministériel annonce la démission de Santa-Olalla du poste d'inspecteur général, acceptée par le nouveau titulaire du portefeuille de l'Éducation, Rubio García-Mina⁸⁹. Quelques mois plus tard, Martín Almagro Basch est nommé à ce poste. Il l'occupera jusqu'en 1973. Celui qui avait occupé le devant de la scène depuis 1939 est peu à peu marginalisé. Un signe qui ne trompe pas : après 1955, Santa-Olalla ne publie presque plus. Au-delà de l'importance de ces événements dans la carrière du préhistorien, cette page de l'histoire de la CGEA nous semble fondamentale : elle illustre concrètement la progressive, mais inexorable, transition d'un système de gestion de l'archéologie reposant essentiellement sur des amateurs, en raison d'un manque de présence de l'État, incapable d'assumer son rôle de protecteur du patrimoine archéologique, vers une nouvelle structure, à l'intérieur de laquelle les professionnels, formés dans les universités, contrôlent l'ensemble du processus d'élaboration du discours archéologique, depuis la prospection jusqu'à l'enseignement, en passant par la fouille, le travail sur le terrain, le travail de cabinet ou la publication. Entre 1939 et 1955-1970, à travers un dur conflit, s'achève ainsi le processus de professionnalisation de l'archéologie espagnole.

Grégory REIMOND

PLH-ERASME

Université de Toulouse II – Le Mirail

87. Cf. Navarro Mederos & Clavijo Redondo 2001.

88. *Boletín Oficial del Estado* 1956. Cf. également Díaz-Andreu & Ramírez Sánchez 2001.

89. *Boletín Oficial del Estado* 1961.

Références bibliographiques

- ALMAGRO BASCH M. (1939), « Prólogo », *Ampurias*, 1, p. 3-6.
- ALMAGRO GORBEA M. (2002), « La Real Academia de la Historia y la arqueología española », in S. Quero Castro, A. Pérez Navarro (éd.), *Historiografía de la arqueología española. Las instituciones*, Madrid, Museo de San Isidro, p. 47-81.
- ALONSO DEL REAL C. (1947), « Función social del arqueólogo », in *Crónica del II Congreso Arqueológico del Sudeste Español (Albacete, 1946)*, Albacete, Imprenta Provincial, p. 33-43.
- ÁLVAREZ JUNCO J. (2005), *Mater dolorosa. La idea de España en el siglo XIX*, 9^e éd., Madrid, Taurus.
- ARCE J. (1994), « García y Bellido y el Instituto Rodrigo Caro », *Archivo Español de Arqueología*, 67, p. 297-301.
- AYARZAGÜENA SANZ M., MORA RODRÍGUEZ G. (éd.) (2004), *Pioneros de la arqueología en España (del siglo XVI a 1912)*, Alcalá de Henares, Museo Arqueológico Regional, Comunidad de Madrid.
- BARRIL M., CERDEÑO M.L. (1997), « El marqués de Cerralbo : un aficionado que se institucionaliza », in Mora & Díaz-Andreu 1997, p. 515-527.
- BELTRÁN MARTÍNEZ A. (1988), *Ser Arqueólogo*, Madrid, Fundación Universidad-Empresa.
- BLECH M. (2002), « Las aportaciones de los arqueólogos alemanes a la arqueología española », in S. Quero Castro, A. Pérez Navarro (éd.), *Historiografía de la arqueología española. Las instituciones*, Madrid, Museo de San Isidro, p. 83-117.
- Boletín Oficial del Estado* (1939), « Orden de 9 de marzo de 1939 creando la Comisaría General de Excavaciones Arqueológicas », 73 (14 mars), p. 1476-1477.
- Boletín Oficial del Estado* (1956), « Decreto de 2 de diciembre de 1955 por el que se reorganiza el Servicio Nacional de Excavaciones Arqueológicas », 2 (2 janvier), p. 25-26.
- Boletín Oficial del Estado* (1961), « Orden de 26 de diciembre de 1961 por la que se acepta la dimisión de don Julio Martínez Santa-Olalla en el cargo de Inspector General Jefe del Servicio Nacional de Excavaciones Arqueológicas, y se dispone su cese en el mismo », 310 (28 décembre), p. 18278.
- CARO BAROJA J. (1997), *Los Baroja. Memorias familiares*, Madrid, Caro Raggio.
- CARRERA HONTANA E. de, MARTÍN FLORES A. (2002), « José Pérez de Barradas. Una biografía intelectual », in J. Panera Gallego, S. Rubio Jara (éd.), *Bifaces y elefantes. La investigación del paleolítico inferior en Madrid*, Alcalá de Henares, Museo Arqueológico Provincial (Zona Arqueológica ; 1), p. 108-147.
- CASAS I PÉREZ J., CEBRIÀ I ESCUER A. (2003), « L'arqueologia d'època franquista: Josep Estrada, comissari i delegat local a Granollers », in J. Barberà Farras, J. García Roselló

- (éd.), *L'arqueologia a Catalunya durant la República i el franquisme (1931-1975)* (Actes de les jornades d'historiografia celebrades a Mataró els dies 24 i 25 d'octubre de 2002), Mataró, Museu de Mataró, p. 217-233.
- CASTELO RUANO R., CARDITO ROLLÁN L.M., PANIZO ARIAS I., RODRÍGUEZ CASANOVA I. (1995), *Julio Martínez Santa-Olalla. Crónicas de la cultura arqueológica española*, Madrid, Edición de las autoras.
- CASTELO RUANO R., CARDITO ROLLÁN L.M., PANIZO ARIAS I., RODRÍGUEZ CASANOVA I. (1997), «Julio Martínez Santa-Olalla. Vinculación y contribución a los organismos e instituciones arqueológicas españolas de posguerra», in Mora & Díaz-Andreu 1997, p. 573-580.
- CORTADELLA J. (2003), «Historia de un libro que se sostenía por sí mismo: la *Etnología de la península Ibérica* de Pere Bosch Gimpera», in P. Bosch Gimpera, *Etnología de la península Ibérica*, J. Cortadella (éd.), Pampelune, Ugoiti, p. VIII-CXXXIX.
- CUADRADO DÍAZ E. (1951), «Diseción del aficionado y encauzamiento de sus actividades», in *Actas de la I Asamblea Nacional de Comisarios de Excavaciones Arqueológicas (Madrid, 1950)*, Madrid, Ministerio de Educación Nacional (Informes y Memorias; 24), p. 17-25.
- DEL CASTILLO A. (1949), «El sistema actual de excavaciones y su reforma», in *Crónica del IV Congreso Arqueológico del Sudeste Español (Elche, 1948)*, Carthagène, Publicaciones de la Junta Municipal de Arqueología y del Museo de Cartagena, p. 72-77.
- DEL CASTILLO A. (1955), «La vida y la obra de Jorge Bonsor y la arqueología de su tiempo», *Revista de Archivos, Bibliotecas y Museos*, 61, p. 615-636.
- DÍAZ-ANDREU M. (1997a), «Nación e internacionalización. La arqueología en España en las tres primeras décadas del siglo XX», in Mora & Díaz-Andreu 1997, p. 403-416.
- DÍAZ-ANDREU M. (1997b), «Prehistoria y franquismo», *ibid.*, p. 547-552.
- DÍAZ-ANDREU M. (2002), *Historia de la arqueología. Estudios*, Madrid, Ediciones Clásicas.
- DÍAZ-ANDREU M. (2003), «Arqueología y dictaduras: Italia, Alemania y España», in Wulff Alonso & Álvarez Martí-Aguilar 2003, p. 33-63.
- DÍAZ-ANDREU M. (2007), «Internationalism in the invisible college. Political ideologies and friendships in archaeology», *Journal of Social Archaeology*, 7, p. 29-48.
- DÍAZ-ANDREU M., CORTADELLA J. (2006), «Success and failure: alternatives in the institutionalisation of pre- and protohistory in Spain», in J. Callmer (éd.), *The beginnings of academic pre- and protohistoric archaeology (1890-1930) in a European Perspective* (International meeting at Humboldt-University Berlin, 13-16 March 2003), Berlin, Rahden / Westf, p. 295-305.
- DÍAZ-ANDREU M., RAMÍREZ SÁNCHEZ M. (2001), «La Comisaría General de Excavaciones Arqueológicas (1939-1955)», *Complutum*, 12, p. 325-343.

- DÍAZ-ANDREU M., RAMÍREZ SÁNCHEZ M. (2004), « Archaeological Resource Management under Franco's Spain: the *Comisaría General de Excavaciones Arqueológicas* », in M.L. Galaty, C. Watkinson (éd.), *Archaeology under dictatorship*, New York, Kluwer Academia – Plenum Publishers, p. 109-130.
- DUPLÁ ANSUÁTEGUI A. (2003), « Falange e Historia Antigua », in Wulff Alonso & Álvarez Martí-Aguilar 2003, p. 75-94.
- DUPRÉ I RAVENTOS X. (1992), « L'organisation de l'archéologie territoriale en Espagne », in V. Négri (éd.), *L'organisation territoriale de l'archéologie en Europe* (Actes des rencontres européennes de l'archéologie, Montpellier, 22-24 mai 1991), Paris, CNFPT, p. 47-51.
- ESPÍN F., CUADRADO DÍAZ E. (1947), « Colaboración de los técnicos y la arqueología », in *Crónica del II Congreso Arqueológico del Sudeste Español (Albacete, 1946)*, Albacete, Imprenta Provincial, p. 47-52.
- ESPONELLÀ E. DE FORTUNY DE (1956), « Palabras del Excmo. Sr. Barón de Esponellà, Comisario Provincial », in *VIII Reunión de la Comisaría Provincial de Excavaciones Arqueológicas de Barcelona celebrada en Badalona el 23 de octubre de 1955*, Madrid, Ministerio de Educación Nacional (Informes y Memorias; 32), p. 29-35.
- FARRUJIA DE LA ROSA J. (2003a), « The Canary Islands under Franco's dictatorship: archaeology, national unity and african aspirations », *Journal of Iberian Archaeology*, 5, p. 209-222.
- FARRUJIA DE LA ROSA J. (2003b), « Arqueología, regionalismo y franquismo en Canarias: el estudio del poblamiento prehistórico como paradigma », *Revista atlántica-mediterránea de prehistoria y arqueología social*, 6, p. 303-321.
- FARRUJIA DE LA ROSA J. (2007), « Luis Diego Cuscoy y la prehistoria canaria », *Revista de Arqueología*, 309, p. 44-51.
- FARRUJIA DE LA ROSA J., ARCO AGUILAR M.C. (2004), « La arqueología en Canarias durante el régimen franquista: el tema del primitivo poblamiento de las islas como paradigma (1939-1969) », *Trabajos de Prehistoria*, 61, p. 7-22.
- FERNÁNDEZ MARTÍNEZ V.M. (2000), *Teoría y método de la arqueología*, Madrid, Editorial Síntesis.
- Gaceta de Madrid* (1911a), « Real Decreto autorizando al Ministro de este Departamento para que presente a las Cortes un proyecto de ley estableciendo las reglas a las que han de someterse las excavaciones artísticas y científicas y las conservación de las ruinas y antigüedades », 159 (8 juin), p. 711-712.
- Gaceta de Madrid* (1911b), « Ley de excavaciones y antigüedades », 189 (8 juillet), p. 95-96.
- Gaceta de Madrid* (1912), « Real Decreto aprobando el Reglamento provisional para la aplicación de la Ley de 7 de julio de 1911 », 65 (5 mars), p. 671-673.

- Gaceta de Madrid* (1933), « Ley relativa al Patrimonio Artístico Nacional », 145 (25 mai), p. 1393-1399.
- GALATY M.L., WATKINSON C. (2004), « The practice of archaeology under dictatorship », in M.L. Galaty, C. Watkinson (éd.), *Archaeology under dictatorship*, New York, Kluwer Academic – Plenum Publishers, p. 1-17.
- GARCÍA Y BELLIDO A. (1951), « El Instituto de arqueología y prehistoria Rodrigo Caro », *Archivo Español de Arqueología*, 24, p. 161-168.
- GONZÁLEZ REYERO S. (2004), « *Ex Mediterraneo Lux*: el crucero universitario de 1933 y Antonio García y Bellido », in J. Blánquez Pérez, M. Pérez Ruiz (éd.), *Antonio García y Bellido. Miscelánea*, Madrid, Universidad Autónoma de Madrid (Serie Varia; 5), p. 67-92.
- GRACIA ALONSO F. (2001), « L'ombra d'una absència : la recerca arqueològica a Catalunya durant la postguerra », *L'Avenç: revista de història i cultura*, 261, p. 16-24.
- GRACIA ALONSO F. (2002-2003), « La depuración del personal del Museo Arqueológico de Barcelona y del Servicio de Investigaciones Arqueológicas después de la Guerra Civil (1939-1941) », *Pyrenae: revista de prehistòria i antiguitat de la Mediterrània Occidental*, 33-34, p. 303-344.
- GRACIA ALONSO F. (2003), « Pere Bosch Gimpera y la formación de l'Escola de Barcelona (1915-1939) », in J. Barberà, J. García i Roselló (éd.), *L'arqueologia a Catalunya durant la República i el franquisme (1931-1975)* (actes de les jornades d'historiografia celebrades a Mataró els dies 24 i 25 d'octubre de 2002), Mataró, Patronato Municipal de Cultura-Museu de Mataró, p. 31-92.
- GRACIA ALONSO F. (2008), « Las relaciones entre los arqueólogos españoles y la Alemania nazi (1939-1945). La influencia de *Das Ahnenerbe* en España. Un estudio preliminar », in G. Mora, M. Ayarzagüena (éd.), *Documentos inéditos para la historia de la arqueología*, Madrid, Sociedad Española de Historia de la Arqueología (Memorias; 1), p. 129-154.
- GRACIA ALONSO F., FULLOLA I PERICOT J. (2006), *El sueño de una generación. El crucero universitario por el Mediterráneo de 1933*, Barcelona, Publicacions i Edicions de la Universitat de Barcelona.
- HUREL A. (2007), *La France préhistorienne de 1789 à 1941*, Paris, CNRS.
- IBÁÑEZ MARTÍN J. (1942), « Discurso inaugural del CSIC », in *Memoria de la Secretaría General (1940-1941)*, Madrid, CSIC, p. 28-52.
- LÓPEZ SÁNCHEZ J.M. (2006), *Heterodoxos Españoles. El Centro de Estudios Históricos, 1910-1936*, Madrid, Marcial Pons.
- LUCAS PELLICER M.R. (1991), « La arqueología no profesional: antecedentes y panorama actual », in J. Arce, R. Olmos (éd.), *Historiografía de la arqueología y de la historia*

antigua en España (siglos XVIII-XX), Madrid, Ministerio de Cultura, Dirección General de Bellas Artes y Archivos, p. 237-242.

LUCAS PELLICER M.R. (1995), «Prólogo», in R. Castelo Ruano, L.M. Cardito Rollán, I. Panizo Arias, I. Rodríguez Casanova, *Julio Martínez Santa-Olalla. Crónicas de la cultura arqueológica española*, Madrid, Edición de las autoras, p. 11-14.

MAIER ALLENDE J. (2004), «La Real Academia de la Historia y la arqueología española en el siglo XIX», *Eres*, 12, p. 91-121.

MARTÍN FLORES A. (2001), «Pérez de Barradas y los orígenes de la institucionalización de la arqueología madrileña», *Estudios de prehistoria y arqueología madrileñas*, 10, p. 4-22.

MARTÍNEZ SANTA-OLALLA J. (1940), «Presentación», *Atlantis*, XV, p. 7-9.

MARTÍNEZ SANTA-OLALLA J. (1941), «Recensión de Blas Taracena Aguirre, *Carta arqueológica de España: Soria*, Madrid, 1941», *Atlantis*, 16, p. 506-513.

MARTÍNEZ SANTA-OLALLA J. (1947a), «Pasado y presente de la arqueología y futuro de la paletnología. Discurso de clausura del Congreso», in *Crónica del II Congreso Arqueológico del Sudeste Español (Albacete, 1946)*, Albacete, Imprenta Provincial, p. 398-407.

MARTÍNEZ SANTA-OLALLA J. (1947b), «La Comisaría General de Excavaciones Arqueológicas. Balance de la labor realizada», *ibid.*, p. 53-59.

MARTÍNEZ SANTA-OLALLA J. (1951), «Intervención del Comisario General», in *Actas de la I Asamblea Nacional de Comisarios de Excavaciones Arqueológicas (1950)*, Madrid, Ministerio de Educación Nacional (Informes y Memorias; 24), p. 27-30.

MARTÍNEZ SANTA-OLALLA J. (1956), «Palabras de clausura por el Excmo. Sr. Comisario General don Julio Martínez Santa-Olalla», in *VIII Reunión de la Comisaría Provincial de Excavaciones Arqueológicas de Barcelona celebrada en Badalona el 23 de octubre de 1955*, Madrid, Ministerio de Educación Nacional (Informes y Memorias; 32), p. 37-43.

MEDEROS MARTÍN A. (2003-2004), «Julio Martínez Santa-Olalla y la interpretación aria de la prehistoria de España (1939-1945)», *Boletín del Seminario de Estudios de Arte y Arqueología*, 69-70, p. 13-55.

MENÉNDEZ PIDAL R. (1947), «Los españoles en la Historia. Cimas y depresiones en la curva de su vida política», in R. Menéndez Pidal (dir.), *Historia de España*, I, 1. *España Prehistórica*, Madrid, Espasa-Calpe, p. IX-CIII.

MOMIGLIANO A. (1983), «L'histoire ancienne et l'antiquaire», in *Problèmes d'historiographie ancienne et moderne*, Paris, Gallimard (Bibliothèque des histoires), p. 244-293.

MORA G. (2003), «El Consejo Superior de Investigaciones Científicas y la Antigüedad», in Wulff Alonso & Álvarez Martí-Aguilar 2003, p. 95-109.

- MORA G. (2004), « Pierre Paris y el hispanismo arqueológico », *Anejos de Archivo Español de Arqueología*, 30, p. 27-42.
- MORA G., DÍAZ-ANDREU M. (1995), « Arqueología y política: el desarrollo de la arqueología española en su contexto histórico », *Trabajos de Prehistoria*, 52, p. 25-38.
- MORA G., DÍAZ-ANDREU M. (éd.) (1997), *La cristalización del pasado: génesis y desarrollo del marco institucional de la Arqueología en España*, Málaga, Servicio de Publicaciones de la Universidad de Málaga.
- MOURE ROMANILLO A. (2006), « Hugo Obermaier, la institucionalización de las investigaciones y la integración de los estudios de prehistoria en la Universidad española », in *Escritos sobre historiografía y patrimonio arqueológico*, Santander, Universidad de Cantabria, p. 105-130.
- NAVARRO MEDEROS J.F., CLAVIJO REDONDO M.A. (2001), « La Comisaría de Excavaciones Arqueológicas en Las Canarias Occidentales: sobre el balance y trascendencia de Luis Diego Cuscoy », *Faykag. Revista Canaria de Arqueología*, 1, [<http://www.geocities.ws/faykag/fkg-cuscoy.pdf>].
- O'SULLIVAN M. (1998), « Eoin Mac White: archaeologist, scholar, diplomat (1923-1972) », *Journal of Iberian Archaeology*, 0, p. 133-142.
- OTERO CARVAJAL L.E. (dir.) (2006), *La destrucción de la ciencia en España. Depuración universitaria en el franquismo*, Madrid, Editorial Complutense.
- PASAMAR ALZURIA G. (1991), *Historiografía e ideología en la postguerra española: la ruptura de la tradición liberal*, Saragosse, Prensas universitarias de Zaragoza.
- PEIRÓ MARTÍN I. (2006), *Los guardianes de la historia. La historiografía académica de la Restauración*, Saragosse, CSIC.
- PEIRÓ MARTÍN I., PASAMAR ALZURIA G. (1989-1990), « El nacimiento en España de la Arqueología y la Prehistoria (Academicismo y profesionalización, 1856-1936) », *Kalathos. Revista del Seminario de Arqueología y Etnología Turodense*, 9-10, p. 9-30.
- PEIRÓ MARTÍN I., PASAMAR ALZURIA G. (1996), *La Escuela Superior de Diplomática (los archiveros en la historiografía española contemporánea)*, Madrid, ANABAD.
- PEIRÓ MARTÍN I., PASAMAR ALZURIA G. (2002), *Diccionario Akal de historiadores españoles contemporáneos*, Madrid, Ediciones Akal.
- PELLISTRANDI B. (2004), *Un discours national? La Real Academia de la Historia entre science et politique (1847-1897)*, Madrid, Casa de Velázquez.
- PRESEDO F. (1955), « El Campamento Arqueológico Argantonio », *Noticiario Arqueológico Hispánico*, II, 1-3, p. 256-258.
- PUIG-SAMPER M.Á. (éd.) (2007), *Tiempos de investigación. JAE-CSIC cien años de ciencia en España*, Madrid, CSIC.

- QUERO CASTRO S. (2002), «La investigación del paleolítico en Madrid durante el franquismo (1936-1971)», in J. Panera Gallego, S. Rubio Jara (éd.), *Bifaces y elefantes. La investigación del paleolítico inferior en Madrid*, Alcalá de Henares, Museo Arqueológico Provincial (Zona Arqueológica; 1), p. 168-193.
- QUERO CASTRO S. (2006), «La investigación sobre el mundo visigodo en Madrid desde la Guerra Civil a la transición democrática», in *La investigación arqueológica de la época visigoda en la Comunidad de Madrid*, vol. 1, *Historiografía y territorio*, Alcalá de Henares, Museo Arqueológico Provincial (Zona Arqueológica; 8), p. 3-12.
- QUERO CASTRO S., ORTEGA MARTÍNEZ A.I. (2002), «Julio Martínez Santa-Olalla», in J. Panera Gallego, S. Rubio Jara (éd.), *Bifaces y elefantes. La investigación del paleolítico inferior en Madrid*, Alcalá de Henares, Museo Arqueológico Provincial (Zona Arqueológica; 1), p. 194-213.
- RAMÍREZ SÁNCHEZ M. (2000), «Aproximación historiográfica a la investigación arqueológica en Canarias: la Comisaría Provincial de Excavaciones Arqueológicas de Las Palmas (1940-1969)», in J. de Alarcão (éd.), *Actas 3º Congresso de arqueologia peninsular (Vila Real, setembro de 1999)*, vol. 1, *Historia, Teoria e pratica da Arqueologia*, Porto, UTAD, p. 417-429.
- RAMÍREZ SÁNCHEZ M. (2002), «Sebastián Jiménez Sánchez y la investigación arqueológica en la provincia de Las Palmas (1940-1969): un balance historiográfico», in *XIV coloquio de historia canario-americana (Las Palmas de Gran Canaria, 16-20 de octubre de 2000)*, Las Palmas, Cabildo Insular de Gran Canaria, Departamento de Ediciones, p. 549-566.
- RAMÍREZ SÁNCHEZ M. (2004), «La administración del patrimonio arqueológico en la provincia de Las Palmas (1940-1969)», *Eres*, 12, p. 123-142.
- RASILLA VIVES M. DE LA (1997), «La Comisión de Investigaciones Paleontológicas y Prehistóricas y la arqueología prehistórica en España (1913-1935)», in Mora & Díaz-Andreu 1997, p. 431-437.
- REIG TAPIA A. (2005), *Franco: el César superlativo*, Madrid, Tecnos.
- RIBAGORDA ESTEBAN Á. (2001), «La fractura de la historiografía española durante la postguerra franquista», *Cuadernos de Historia Contemporánea*, 23, p. 373-383.
- ROUILLARD P. (1995), «Le Pays Valencien et les archéologues français à la fin du XIX^e siècle», *Saguntum*, 29, p. 105-112.
- ROUILLARD P. (2002), «La aportación de los arqueólogos franceses a la arqueología española», in S. Quero Castro, A. Pérez Navarro (éd.), *Historiografía de la arqueología española. Las instituciones*, Madrid, Museo de San Isidro, p. 143-163.
- RUIZ A., SÁNCHEZ A., BELLÓN J.P. (2006), *Los archivos de la arqueología ibérica: una arqueología para dos Españas*, Jaén, Servicio de Publicaciones de la Universidad de Jaén.

- SAN VALERO J. (1978), « Prólogo », in J. Martínez Santa-Olalla, *Historia del arte y de la cultura*, Salamanca, Gráficas Europa, p. 7-8.
- SÁNCHEZ GÓMEZ L.Á. (1990), « La Sociedad Española de Antropología, Etnografía y Prehistoria (1921-1951) », *Revista de Dialectología y Tradiciones Populares*, 45, p. 61-87.
- SÁNCHEZ GÓMEZ L.Á. (2001), « Etnología y prehistoria en la Universidad Complutense de Madrid: crónica de una desigual vinculación (1922-2000) », *Complutum*, 12, p. 249-272.
- SÁNCHEZ JIMÉNEZ J. (1947), « Campañas misioneras arqueológicas », in *Crónica del II Congreso Arqueológico del Sudeste Español (Albacete, 1946)*, Albacete, Imprenta Provincial, p. 29-32.
- SÁNCHEZ RON J.M. (éd.) (1988), 1907-1987. *La Junta para Ampliación de Estudios e Investigaciones Científicas, 80 años después* (Simposio Internacional, Madrid 15-17 de diciembre de 1987), Madrid, CSIC, 2 vol.
- SCHNAPP A. (1993), *La conquête du passé. Aux origines de l'archéologie*, Paris, Carré.
- SOTO CARMONA Á. (dir.) (2001), *Historia de la España actual (1939-2000). Autoritarismo y democracia*, Madrid, Marcial Pons.
- TORTOSA T., MORA G. (1996), « La actuación de la Real Academia de la Historia sobre el patrimonio arqueológico: ruinas y antigüedades », *Archivo Español de Arqueología*, 69, p. 191-217.
- TOVAR A. (1941), *El Imperio de España*, Madrid, Ediciones Afrodísio Aguado-Barquillo.
- VELASCO RODRÍGUEZ V. (1947), « Prestigio de Comisario Provincial de Excavaciones Arqueológicas », in *Crónica del II Congreso Arqueológico del Sudeste Español (Albacete, 1946)*, Albacete, Imprenta Provincial, p. 28-29.
- WERNER J. (1946), « Las excavaciones del Seminario de Historia Primitiva del Hombre, en 1941, en el cementerio visigodo de Castiltierra (Segovia) », *Cuadernos de Historia Primitiva*, 1, 1, p. 46-50.
- WULFF ALONSO F. (2003), *Las esencias patrias. Historiografía e Historia Antigua en la construcción de la identidad española (siglos XVI-XX)*, Barcelone, Crítica.
- WULFF ALONSO F., ÁLVAREZ MARTÍ-AGUILAR M. (éd.) (2003), *Antigüedad y franquismo (1936-1975)*, Málaga, Centro de Ediciones de la Diputación de Málaga.
- YÁÑEZ VEGA A. (1997), « Estudio sobre la Ley de Excavaciones y Antigüedades de 1911 y el Reglamento para su aplicación de 1912 », in Mora & Díaz-Andreu 1997, p. 423-429.